

ORGANISATIONS ÉTUDIANTES ET MOUVEMENTS DE JEUNESSE

« Des idées construites valent mieux que des idées reçues ». On pourrait croire que cette affirmation fait consensus au sein de la société en 2017. Pourtant, des milliers de personnes ont tenu à la réaffirmer le 22 avril dernier, lors des marches pour les sciences qui ont eu lieu dans 500 villes en France et dans le monde.

Pourquoi est-il nécessaire de marcher pour les sciences en 2017 ? Car les déclarations antisclences sont de plus en plus fréquentes, et de plus en plus médiatisées, à travers notamment le Président des États-Unis et ses positions climato-sceptiques.

Ces attaques contre la science et les mobilisations qu'elles génèrent doivent nous interroger. Comment en sommes-nous arrivés-là ? Pourquoi encore tant de climato-scepticisme malgré les nombreux faits avérés, y compris dans notre propre pays ? Comment faire pour en sortir ?

Cet avis n'avait pas pour sujet le phénomène des « faits alternatifs » et de la « post vérité », mais il y répond en partie. Car nous en sommes convaincus, plus de dialogue, plus de travail, et plus d'interactions entre les sciences et la société permettent de déconstruire les idées fausses et les idées reçues, mais aussi de construire un esprit critique et de s'émanciper davantage, objectif que nos organisations poursuivent au quotidien à travers les actions qu'elles mettent en œuvre.

Ce travail s'inscrit dans le prolongement de l'avis sur l'éducation à l'environnement et au développement durable de 2013 qui constitue, comme la Culture Scientifique Technique et Industrielle (CSTI), un prérequis nécessaire pour le dialogue sciences société, mais n'est pas suffisant.

Nous sommes convaincus qu'au-delà de l'apprentissage et de la diffusion des connaissances, les acteur.rice.s de la société doivent s'emparer des questions climatiques et participer à la recherche afin que chacun soit acteur.rice du changement et du défi que représente le réchauffement climatique.

Nous soutenons plus particulièrement trois préconisations dans l'avis :

La première concerne la participation des citoyen.ne.s à la recherche. Il nous paraît primordial de reconnaître l'existence et de valoriser les savoirs d'expérience, d'usage et l'expertise citoyenne, qui doivent être intégrés à la recherche. Les scientifiques ne sont pas les seuls à détenir des savoirs. Nous soutenons aussi la préconisation d'étendre l'évaluation de la recherche à une communauté de pair.e.s non scientifiques (comme cela se fait aux Pays-Bas et en Norvège).

La deuxième préconisation que nous soutenons concerne l'organisation du dialogue et sa territorialisation où les CESER et les universités seraient les lieux de débats en régions sur des thématiques et des enjeux territoriaux relatifs aux politiques d'atténuation et

Déclarations de groupe

d'adaptation aux changements climatiques, qui trouvent leur traduction dans les plans et schémas territoriaux.

Enfin, la dernière s'inscrit dans la réflexion en cours sur la réforme du CESE, et préconise que l'Office Parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) évolue vers une instance composée de membres des trois assemblées. À ce titre, nous souhaitons ajouter que le groupe propose, dans le cadre de la réforme du CESE, une « cellule du long terme » au sein de notre assemblée pour mieux prendre en compte le travail scientifique et les enjeux du futur.

Le groupe a voté favorablement cet avis.